

Communiqué de Presse de la Fédération Environnement Durable

Paris le 28 octobre 2015

EDF Gouvernement : Plongée au cœur de la cacophonie énergétique française

A quatre semaines de l'ouverture à Paris de la COP21, la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques, l'annonce par le président d'EDF, Jean-Bernard Levy de vouloir prolonger la vie des 58 centrales nucléaires de la France de 30 à 60 ans, et de construire 30 à 40 nouvelles centrales en investissant 200 milliards d'euros d'ici 2050, met en lumière la totale cacophonie énergétique française. ⁽¹⁾

Deux mois après le vote par le parlement de la loi sur la transition énergétique pour la « croissance verte » dont les principaux objectifs annoncés sont de réduire de 78% à 50% la production d'électricité nucléaire de la France à l'horizon 2050, ⁽²⁾ cette déclaration du président d'EDF montre que l'orientation du principal groupe énergétique français dont l'État détient la majorité, est en totale contradiction avec le programme voté par le parlement, et à l'opposé des déclarations du Président de la République François Hollande et de Madame la Ministre de l'Écologie du Développement Durable et de l'Énergie, Ségolène Royal.

Cette incohérence est encore renforcée par les objectifs affichés de l'ADEME (Agence De l'Environnement et de Maitrise de l'Energie), placée sous l'autorité de Madame Ségolène Royal qui a annoncé qu'il est parfaitement possible de produire 100% d'énergies renouvelables (EnR) à l'horizon 2050 ⁽³⁾, c'est à dire de fermer les 58 réacteurs nucléaires actuels et d'abandonner ceux qui sont en construction ou prévus.

Cette réponse à trois voix, d'organismes dépendant de l'Etat, confirme l'irresponsable fuite en avant de la politique énergétique de notre pays.

Les déclarations du Président d'EDF conduisent la Fédération Environnement Durable à demander au gouvernement un moratoire immédiat concernant le programme en cours des EnR, dont l'utilité devient caduque. Il serait en effet incompréhensible que les français subissent un double investissement qui les pénaliserait lourdement.

Contact presse : Fédération Environnement Durable

Butré Jean-Louis

06 80 99 38 08

Contact@environnementdurable.net

références

⁽¹⁾ Publié le 26-10-2015 par BFM TV

Le président d'EDF, Jean-Bernard Levy, a brisé deux tabous cette semaine. Le dirigeant a annoncé la prolongation de la vie des centrales de 30 à 60 ans et la construction de 30 à 40 nouvelles centrales d'ici 2050. Pas question donc de refermer la parenthèse du nucléaire, en dépit des engagements de François Hollande lors de sa campagne pour la présidentielle.

⁽²⁾ *Transition Énergétique de la France « objectif 2050 » qui est de diviser par 4 ou 5 les émissions de gaz à effet de serre, la part du nucléaire à 50 % de la production française d'électricité, en développant les énergies renouvelables (EnR)*

⁽³⁾ *Étude démontrant que les technologies éoliennes et solaires ne seraient pas plus onéreuses que le nucléaire à l'horizon 2050.*

La France pourrait-elle produire, d'ici 2050, 100% de son électricité via des sources d'énergies renouvelables ? Oui, répond l'Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME), qui souligne surtout que cette solution ne serait pas beaucoup plus onéreuse qu'une stratégie reposant en majorité sur le nucléaire. Dans son scénario de référence, l'ADEME estime que le coût de l'électricité d'origine 100% renouvelable s'élèverait, à cet horizon, à 119 euros hors taxe le mégawatheure (MWh). Un niveau quasi identique à un mix énergétique composé à 40% de renouvelable et un peu plus de 50% de nucléaire (117 euros/MWh), un scénario proche des objectifs actuels du gouvernement.

<http://www.ademe.fr/mix-electrique-100-renouvelable-analyses-optimisations>